



Les Canadiens français sont-ils de malhonnêtes gens ?

Séraphin Marion, s.r.c.

Number 40, 1975

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1016214ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1016214ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les éditions du Bien Public

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marion, S. (1975). Les Canadiens français sont-ils de malhonnêtes gens ? *Les Cahiers des dix*, (40), 223–245. <https://doi.org/10.7202/1016214ar>

Les Canadiens français sont-ils de malhonnêtes gens ?

Par SÉRAPHIN MARION, S. R. C.

Toutes les caricatures présentent sous leurs outrances quelques miettes de vérité. Mais comment tracer une ligne de démarcation entre cette vérité et sa contrefaçon, c'est-à-dire l'exagération, le sophisme, l'erreur ? Tâche dévolue, semble-t-il aux sages, tâche souvent de longue haleine à laquelle il n'est pas toujours facile de s'atteler.

Les formules caricaturales abondent sous la plume ou sur les livres du Français moyen qui aime se divertir en jugeant le comportement de l'Anglais moyen. Et la réciproque est vraie. Formules irrévérencieuses pour la plupart où la volonté de s'avantager s'affirme au grand dam de l'objectivité.

Filer à l'anglaise : ainsi souligne-t-on, à Paris, l'impolitesse d'un malotru qui quitte trop précipitamment des gens de bonne compagnie. A Londres, on dit en semblable cas : *to take French leave*; ainsi, de l'un et l'autre côté de la Manche, on se rend la pareille en tout bien, tout honneur.

Un passage du *Mariage de Figaro* de Beaumarchais présente, sur la langue anglaise, une formule caricaturale et partant irrespectueuse : « C'est une belle langue que l'anglais; il en faut peu pour aller loin. Avec *god dam* en Angleterre, on ne manque de rien nulle part (...) Les Anglais, à la vérité, ajoutent par-ci par-là quelques autres mots en conversant, mais il est bien aisé de voir que *god dam* est le fond de la langue. »

Sur quoi l'Anglais qui se pique d'esprit fait remarquer que le Français, dans sa conversation, multiplie le *Mon Dieu* offusquant

et s'en sert même dans ses jurons. Faute impardonnable aux yeux de celui qui prétend toujours parler à Dieu *with awe and reverence*, avec une crainte révérencielle.

« Nation de boutiquiers » : le mot de Napoléon qui décrit beaucoup trop sommairement la fière Albion, autrefois si puissante, a fait fortune. Et l'Anglais moyen de renvoyer la balle avec ses saillies égrillardes sur le *gay Paris*, ses filles de joie, les intrigues galantes de nombre de ses habitants en permanence ou simples oiseaux de passage. Ce qui n'empêche nullement l'Entente cordiale d'aller son petit bonhomme de chemin sans perdre, en cours de route, autre chose que quelques plumes, comme le pigeon de la fable.

Au Canada, où cohabitent tant bien que mal — et plutôt mal que bien — Anglo-Canadiens et Franco-Canadiens, on utilise ces procédés qui foisonnent sur les bords du Saint-Laurent comme sur ceux de la Seine ou de la Tamise. On se larde mutuellement et avec une parfaite désinvolture. On s'efforce même d'ajouter, à la ribambelle de défauts typiquement anglais ou français, de graves imperfections morales qui, pour se développer et pulluler, auraient trouvé en Amérique du Nord un sol d'élection.

C'est ainsi que, dans le Canada anglais, le Canada français a pris figure de terre classique de malhonnêtetés, de malversations, d'exactions et de concussions de toutes les espèces.

De ces articles-là, avouons-le sans ambages, le Canada français a toujours tenu magasin. Hâtons-nous toutefois d'ajouter qu'il n'a jamais là-dessus exercé l'ombre d'un monopole, puisqu'il a dans le Canada anglais, le plus acharné des concurrents. Ne l'ignorent pas les historiens qui se sont penchés sur l'histoire du Canada de 1760 jusqu'à nos jours.

Il reste toutefois que les infractions à l'honnêteté et à la probité, dont l'histoire du Canada anglais n'est pas vierge, sont beaucoup moins connues que celles qui furent perpétrées au Canada français : sur celles-là on tire le manteau de Noé; sur celles-ci on projette des faisceaux de lumière. Car l'arrogance et l'hypocrisie n'ont jamais été les péchés mignons ni de la France, ni du Canada français.

Ce coup d'oeil rétrospectif sur le comportement de petits politiciens et d'hommes d'affaires véreux du Canada anglais, au cours des deux derniers siècles, aura au moins le mérite de dissiper une fiction qu'entretiennent sans vergogne aucune, dans certaines officines, quantité de pharisiens.

* * *

Dès les lendemains de la Conquête, de louches individus semèrent la panique et la désolation chez les *habitants* laissés à leur propre sort. Après au gain, ces fripons profitèrent de la période de confusion qui suivit la fin des hostilités pour mettre au pillage la campagne canadienne-française. En témoignent deux historiens anglo-canadiens : Arthur Lower¹ et W.L. Grant.²

« The opportunities, écrit le premier, were perfect (après la Conquête) for the rogue or sharp business man, and he duly took advantage of them, getting poor *habitants* snarled up in legal tangles which led to the loss of their property, and buying up their old paper money for a song. This period of plunder left a lasting impression on the French mind. It was not counterbalanced by the known sympathies of the governors. »

Le deuxième historien s'appesantit sur le même sujet : « Were the *habitants* still under the « Custom of Paris » or had it been superseded by the laws of England ? Men who had failed to make a living in England or in the American colonies, disbanded French soldiers and other clever but dishonest fellows obtained or claimed powers as justice of the peace, preyed upon ignorance of the *habitants* and in many cases ruined them. « Three or four hundred families » said Murray's successor, Sir Guy Carleton, « have been turned out of their houses, land sold not for one-eighth of its value, debtors ruined and debts still undischarged, fees absorbing every thing. »

Ces vautours alourdirent considérablement la tâche d'un Carleton, d'un Haldimand et de plusieurs autres gouverneurs bien disposés, en règle générale, à l'endroit des Canadiens français. Au cours des années 1775, 1777, 1778 notamment, ces *habitants* dépouillés de

1. *Canadians in the making*. Toronto, 1958, p. 119.

2. *History of Canada*. London, 1927, p. 122.

leurs biens refusèrent, dans l'immense majorité des cas et en dépit des injonctions de leurs chefs spirituels, de prendre fait et cause pour les Anglais: la déprédation dont ils avaient été les innocentes victimes ne les avait pas laissés, est-il besoin de le faire observer, sur la bonne bouche.

* * *

La proclamation royale du 7 octobre 1763 offrait, entre autres choses, aux futurs colons canadiens, des terres qui se vendraient à très bon marché: les nouveaux maîtres espéraient attirer ainsi au pays quantité d'Anglo-Américains qui consolideraient les positions, alors précaires, des Anglo-Canadiens et conjureraient le plus tôt possible la menace de la « French domination. »

Ce projet d'une immigration massive d'Anglo-Saxons avorta et alla bientôt rejoindre d'autres vieilles lunes tandis que, sur les bords du Saint-Laurent, se multipliaient les berceaux français. Comme l'a écrit Donald Creighton³, dans un langage qui ne manque pas de saveur, « This failure of the policy of large-scale immigration knocked the bottom out of the whole British scheme for the anglicization of Quebec. »

On devine la cause principale de l'échec: la sévérité du climat canadien et la vie très rude que, en toutes les saisons, y menaient les colons. Peu d'immigrants se laissèrent prendre au grossier appât de terres quasi gratuites dans ces inhospitalières régions.

Qui trop embrasse mal étreint. A la politique de noyer le Canada français dans une mer d'immigrants anglo-saxons se substitua une autre politique moins ambitieuse mais plus intelligente: réserver certaines terres du Québec à d'éventuels colons protestants et de langue anglaise. Le triomphe de la Révolution américaine avait eu, entre autres résultats, celui de déverser au Canada de nombreux *United Empire Loyalists* résolus à ne pas troquer leur *Union Jack* contre le drapeau étoilé.

A plusieurs de ces « loyalistes », les cantons de l'Est, dans le Bas-Canada, situés non loin des États-Unis, semblaient être l'asile

3. *The Story of Canada*. Toronto, 1959, p. 83.

par excellence. Dans le dessein de le rendre encore plus accueillant à ces nouveaux venus, une proclamation de 1792 divisa, nous apprend H.T. Manning⁴, ces cantons en trois immenses comtés : Bedford, Bucks et Richelieu.

Ici encore les promoteurs de l'entreprise se butèrent à des difficultés de grande taille. La géographie et l'administration conjuguèrent, semble-t-il, leurs pouvoirs pour retarder la concession de terres à ceux qui depuis longtemps en avaient fait la demande. Et les protestations de lord Dorchester et du général Prescott ne réussirent pas à modifier la situation.

Situation pénible pour les vrais colons, mais éminemment favorable aux spéculateurs avides de gains effrénés. Ils s'en trouvaient plusieurs parmi les fonctionnaires venus de Londres. C'est le lucre qui avait induit plusieurs d'entre eux à quitter la civilisation européenne pour subsister, pendant le moins d'années possible, au sein des « arpens de neige et de glace » du Canada.

Ces parasites vivaient grassement à même les maigres ressources du pays. Ils s'étaient octroyé des traitements et émoluments qui scandalisèrent Carleton lui-même. Écoutons là-dessus le professeur A.L. Burt⁵ : « A government clerk could not scratch a pen and the court crier could not open his mouth without pocketting a fee. The whole system was rotten and Carleton rebelled against it. From his arrival in 1766 until his final departure thirty years afterwards, he never ceased to denounce it to the home government and to check its operations whenever possible. »

Si de simples commis engouffraient ainsi les deniers publics, il est facile de s'imaginer jusqu'à quel point les hauts fonctionnaires, par leurs exactions, pressuraient les pauvres habitants.

Trois d'entre eux ont laissé, dans l'histoire du Canada, des noms qui ne seront jamais écrits en lettres d'or : Herman Witsius Ryland, secrétaire quasi perpétuel des gouverneurs; Thomas Cary, éditeur du fanatique *Mercury*; Jonathan Sewell solliciteur général. Personifications de la cupidité, tous trois constituèrent avec Jacob Moun-

4. *The Revolt of French Canada*. Toronto, 1962, p. 187.

5. *The Old Province of Quebec*. Toronto, 1933, p. 147.

tain, évêque anglican de Québec, et quelques gouverneurs, comme sir James Craig, en 1807, ce que le peuple appellera la « clique du Château. »

Sur ces trois oiseaux de proie et sur leurs complices, Arthur Lower⁶ a écrit une page vengeresse: « These men represented in various shadings the quintessence of eighteenth-century English Toryism in all the depth of its intolerance, its lack of imagination, its devotion to a narrow fixed range of ideas and institutions, its total inability to see how the world looked to other people. These men and their fellow senior officials enjoyed the fruits of conquest in a hard, literal sense. From his various appointments, Ryland in 1807 was in receipt of £1300 per annum, Halifax currency (at \$4 to the pound), while Sewell from one source or another derived £3172. These sums in terms of the dollar of our own day, would be something of the order of \$30,000 and \$70,000, very nice stipends to come from a small colony. »

D'autres historiens anglo-saxons ont consigné, sur ces vampires, des paragraphes qui ont, comme ceux du professeur Lower, le mérite de la clarté et de la franchise. Helen-Taft Manning⁷ est du nombre de ces courageux accusateurs.

« Quebec and Montreal were the two colonial cities in which, on the whole, Englishmen were most likely to settle permanently and raise families for whom the plums of government offices, even the smaller ones, were always in demand (...) Chief Justice Smith and Chief Justice Sewell (with nine children) (...) expected to advance the fortunes of their offspring (...) Ryland had personal, as well as partisan, reasons for objecting to the editors and proprietors of the *Canadien*, who, both in its pages and on the floor of the Assembly, were given to insulting comments about « gens en place » (British office-holders) of whom he was obviously the most conspicuous. »

L'un de ces « gens en place », l'« honorable » John Caldwell fut pris la main dans le sac. En 1822, ce Receveur général du Canada fut trouvé coupable d'un détournement de fonds s'élevant à la coquette somme de cent mille livres sterling.

6. *Canadians in the Making*, p. 129.

7. *The Revolt of French Canada*, pp. 45 et 79.

Douze ans plus tard, une des 92 résolutions, rédigées par Papi-neau, clouera au pilori ce prévaricateur et autres profiteurs de tous poils et de toutes plumes. Stanley B. Ryerson⁸ en a dressé la liste: « The violent partisan Chief-justice Jonathan Sewell; receiver-general Hale who had illegally appropriated sums from the public revenue; Sir John Caldwell, baronet and speculator, who had got away with £100,000; Ryland a well-paid pensioner and placeholder; Matthew Bell, who had illegally got his hands on the lease to the St. Maurice forges (the first iron-works in Canada) and on lands of the Jesuits; John Stewart, commissioner and executive councillor; together with the Honorables Peter McGill, George Moffat, John Molson, Horatio Gates, Robert Jones and James Baxter. »

Presque tous ces personnages affichaient une haine tenace à l'endroit des Canadiens français. Jonathan Sewell n'y allait pas par quatre chemins pour parer à la menace de la « domination française » : tout simplement noyer l'élément canadien-français dans la marée montante d'une massive immigration anglo-saxonne (« to overwhelm and sink the Canadian population by the introduction of a greater population of English protestants »). Robert Christie⁹ et Stanley B. Ryerson¹⁰ expriment des commentaires pertinents sur la suggestion du haut fonctionnaire.

Lestés de ces fabuleux traitements et émoluments, ces fonctionnaires se tenaient-ils pour satisfaits ? Répondre par l'affirmative à cette question témoignerait d'une méconnaissance de la nature humaine; plus on possède, plus on veut posséder: l'appétit vient en mangeant. Vous avez beau fournir aux appétits voraces un amoncellement de victuailles, vous les laissez toujours sur leur faim.

Fred Landon¹¹ a apporté d'utiles précisions là-dessus en comparant les salaires des gouverneurs des provinces canadiennes avec ceux des gouverneurs des Etats américains: « While the average salary of a state Governor in the United States was only a little

8. *Birth of Canadian Democracy*. Toronto, 1937, p. 67.

9. *A History of the Late Province of Lower Canada*. Montréal, V, p. 398.

10. *French Canada*, Toronto, 1943, p. 39.

11. *Western Ontario and The American Frontier*, Toronto, 1941, p. 151.

over \$2000 a year, four Governors in British North America received \$92,000 made up as follows: lord Gosford in Lower Canada \$44,000; sir Francis Bond Head in Upper Canada \$22,000; Sir John Harvey in New Brunswick \$13,000; Sir Archibald Campbell in Nova Scotia \$13,000. New York State with a population of two million people paid only \$4,000 to its Governor while Upper Canada with only 300,000 people paid five times as much ».

Tous ces hommes d'affaires — au sens péjoratif du terme — résolurent de s'enrichir vite et sans danger en émargeant à d'autres fonds publics : ils se doublèrent de spéculateurs sans vergogne édifiant une fortune par des moyens tortueux.

Moyens sur lesquels plusieurs gouverneurs, successeurs de lord Dorchester et de Prescott, fermèrent pudiquement les yeux. T. H. Raddall¹² en donne la raison : « The successive governors, whatever their own honesty, were willing to condone all sorts of jobbery, including a flagrant speculation in public lands, on the ground that friends of the regime must be rewarded for their loyalty to His Majesty. Nobody but the French Canadians seem to have questioned the value of loyalty bought in this manner. »

Sur le même sujet, Mason Wade¹³ écrit très sagement : « This party of placemen and merchants — most of them up to their ears in speculation in the public lands which were granted with amazing liberality to the Château Clique and its friends — was cheered by the appointment of Sir James Craig as governor in October 1807. »

La raison de ces réjouissances ? Sous le règne de Craig, ces gens en place, marchands, politiciens véreux et spéculateurs éhontés étayeraient un savant petit système, d'un fonctionnement facile et en vertu duquel tous les amis s'enrichiraient à qui mieux.

Arthur Lower¹⁴ a démonté les rouages de l'inférieure machine : « Related to these large individual grants were those to the « Township Associates », a type of alienation practised mainly in Lower Canada, where an interprising individual would suggest to a number

12. *The Path of Destiny*. Toronto, 1957. p. 166.

13. *The French Canadians*. Toronto, 1955, p. 106.

14. *Colony to Nation*. Toronto, 1953, p. 188.

of others that they club together and put in for a township (...) One man would produce a number of collusive « associates », whom he immediately bought out at a nominal sum : he then had the township to himself (...) This corrupt favoritism, nearly all of it for the benefit of the English, was another factor of weight in the rebellion. »

C'était l'absentéisme dans toute son horreur... pour les malheureux habitants. Absentéisme pire que celui qui sévissait alors en Europe où, en règle générale, le propriétaire, presque toujours hors de son pays, assignait à quelqu'un la tâche de cultiver et d'administrer le domaine. Tandis que, dans ces *Townships* ou Cantons de l'Est, ces terres laissées en friche paralysaient l'essor de la région en constituant autant de *no man's land* inaccessible aux colons honnêtes. Bref elles profitaient seulement à l'absentéiste qui les vendait lorsqu'elles avaient acquis, avec le temps, une plus-value considérable.

Le moment est venu de contraster la tenure féodale des terres du Bas-Canada avec ce mode qui tolérait de pareils abus. On s'est maintes fois apitoyé, en certains milieux non informés, sur le sort des habitants soumis à la tenure seigneuriale. Un vassal obligé de rendre hommage à son seigneur : quel anachronisme en terre américaine ! Quel odieux vestige d'une époque révolue, de ce Moyen Âge obscurantiste et arriéré qui se traduit en anglais par *The Dark Ages*.

Ces calomniateurs d'une époque qui vit néanmoins l'éclosion de ces géniales cathédrales gothiques ne devraient pas ignorer que, au Canada français, en ce qui avait trait à la concession des terres, la tenure seigneuriale valait beaucoup mieux que le pernicieux système régissant l'octroi des terres dans les Cantons de l'Est, sous le régime anglais : celui-ci tolérait l'absentéisme alors que la tenure seigneuriale le prohibait.

Stanley B. Ryerson¹⁵ a noté l'échec du système anglais et l'a opposé aux heureux résultats du système français : « In the Eastern Township where feudal tenure was not in effect, land

15. *French Canada*. Toronto, 1943, p. 49.

companies set up by the merchants had been grabbing immense tracts and obstructing settlement — as the Family Compact had done in Upper Canada; these estates to be disposed of later, when the price of land should have gone up high enough to satisfy the owners, rich men in England. This could not be done under seigniorial tenure, as it was a condition of the grant that the land should be opened to any settler. »

Conclusion nullement ambiguë et également indignée de Helen Taft Manning¹⁶ qui rejoint, sur le même sujet, Stanley B. Ryerson: « The virtues of « ancient tenures » shone all the brighter because the imperial system of land grants was admitted by everyone concerned to work so badly (...) The long story of greed, graft and inefficiency which were the besetting sins of the imperial land offices has often been told. »

Dans le Bas-Canada, loin de s'améliorer, la situation empira avec le temps, au fur et à mesure que les terres arables devenaient de plus en plus rares. Le professeur A.L. Burt¹⁷ a évoqué, avec un puissant relief, le contraste qui s'accusa, à partir de 1850, entre ces grands propriétaires anglais, gavés de terres en friches, et les Canadiens français colons honnêtes, dont les terres de plus en plus morcelées pouvaient difficilement faire vivre leurs occupants.

A l'injustice de ces procédés se rattache une autre injustice non moins pernicieuse : l'emploi du revenu des biens des Jésuites, dont l'ordre fut supprimé par le pape Clément XIV en 1773. Ces biens firent alors retour à la Couronne britannique.

Les revenus provenant de ces biens avaient jusqu'alors servi à l'éducation catholique et française des Canadiens. L'usage que le Gouvernement britannique en fit souleva l'indignation de Durham lui-même. Extrayons ici la traduction d'un passage — que tout le monde semble avoir oublié — du célèbre *Rapport* magistralement analysé par Louis-Philippe Audet¹⁸ :

« Je suis peiné d'être obligé de dire que le Gouvernement britannique, depuis qu'il possède la colonie, n'a rien fait ou n'a rien

16. *The Revolt of French Canada*, p. 182.

17. *The Evolution of the British Empire and Commonwealth*. Boston, 1956, p. 253.

18. *Le système scolaire de la province de Québec*. T. VI, p. 284.

tenté pour promouvoir l'éducation en général. En effet le seul cas où le Gouvernement s'est occupé de cette question ne lui fait pas honneur. Car il a appliqué le revenu des biens des Jésuites destinés à l'éducation afin de constituer un fonds pour le service secret et il a livré, pendant plusieurs années, une lutte opiniâtre avec l'Assemblée, afin de continuer ce système injuste d'appropriation. »

Une partie des revenus de ces biens fut, en outre, affectée aux dépenses de l'Institution royale. Et Arthur Lower¹⁹ de conclure : « Through French eyes, that looked like Catholic money being spent on Protestant Education. »

Bref, en tout cela, que de malversations, de concussion, d'exactions, de tripotages perpétrés par des gens qui n'étaient pas français.

A l'injustice de ces procédés adoptés dans le Bas-Canada au détriment des Canadiens français s'ajoutait l'injustice de procédés identiques employés dans le Haut-Canada au détriment d'Anglo-Canadiens qui avaient le malheur de n'être pas bien en cour, de ne pas faire partie intégrante du « Family Compact », l'équivalent de la « Clique du Château » du Bas-Canada. Nul conflit de race dans le Haut-Canada, mais là aussi favoritisme éhonté, désir immodéré et souvent assouvi de terres octroyées au grand dam du bien commun.

L'historien Lower²⁰ a stigmatisé ces odieuses pratiques : « Everyone had the optimism of the pioneer and also his cupidity and his shortsightedness. For both qualities the little capital, York, offered a display counter. One of the major occupations of its leading citizens was « land grabbing ». Chief Justice Elmsley and Powell and Solicitor General Grey accumulated from twenty to fifty thousand acres of the public lands each. An executive councillor named Shaw received not only the 6,000 acres granted to all councillors but 1,200 each for all members of his family, eight persons, or a grand total of 15,600, acres.

Déjà apparaît, dans l'histoire des turpitudes financières commises dans le Canada d'autrefois, une manière d'axiome qui souf-

19. *Colony to Nation*, p. 217.

20. *Canadians in the Making*, p. 167.

fre peu d'exceptions : les malhonnêtetés des Anglo-Canadiens se pratiquent sur une vaste échelle. Ils n'y vont pas alors avec le dos de la cuillère : que l'on nous passe cette expression tirée de la langue du populaire. En ce domaine comme en plusieurs autres, les demi-mesures ne sont pas leur fait. Ils vont alors droit au but, avec un entrain, une allégresse et une désinvolture qui, de prime abord, désarment les adversaires.

A d'autres les petites rapines, les prévarications mineures, les subtilisations de miettes; à eux l'accaparement massif de biens qui, en peu de temps, transforme un quidam en un personnage.

L'union des deux Canadas, en 1840, illustre bien, encore une fois, cette règle.

Cet Acte d'Union ne supprimait pas seulement, d'un trait de plume, l'usage officiel du français au pays. Il fusionnait aussi la dette énorme du Haut-Canada et la dette légère du Bas-Canada. Jean-Baptiste avait bon dos : pourquoi ne porterait-il pas désormais la moitié d'une dette qu'il n'avait, en aucune façon contractée? Ingénieuse façon de boucher un trou du Haut-Canada acculé, ou peu s'en fallait, à la banqueroute.

Toujours impartial et objectif, le professeur Burt²¹ a noté cette façon cavalière de fuir ses responsabilités et d'en rejeter une partie sur son voisin : «The Union Act was most unjust to the French. In the first place, Upper Canada had piled up a huge debt, while Lower Canada had contracted only a small one. The act combined them as the debt of United Canada and thereby shifted a heavy financial load from English to French shoulders.»

Ceux qui désirent une autre illustration de malhonnêtetés massives et flagrantes, dans la politique canadienne, n'ont qu'à parcourir un chapitre peu reluisant de l'histoire du Canada : la construction des chemins de fer.

Dans notre immense pays, la construction d'immenses chemins de fer a occasionné d'immenses détournements de fonds dont les contribuables canadiens ont soldé et soldent encore les frais.

21. *A Short History of Canada for Americans*. Minneapolis, 1944, p. 158.

Dès 1840, cette pieuvre commence à vider la bourse des citoyens du Haut et du Bas-Canada. A ce sujet un paragraphe de Stanley B. Ryerson²² mérite d'être lu avec attention : « During the period of the Act of Union (1841-1867) the railroad crowd extracted from the public treasury nearly \$20,000,000 (equivalent nowadays to perhaps ten times that amount.) Most of these men (Hincks, Galt, J.A. Macdonald, etc.) were involved in scandals, the records of which are now decorously interred in dusty but hair-raising documents of Select Committee Reports and Journals of the Legislative Assembly. »

De ce point de vue, la période préconfédérative abonde en aventuriers de grande classe, requins de la haute finance, spéculateurs de haute, de moyenne ou de petite volée. Tous se donnèrent carrière, à qui mieux mieux, aux dépens des contribuables.

Tout récemment, avec un grand luxe de détails, Pierre Berton²³ a relevé la perversité de ces manoeuvres : « Between 1854 and 1857 an estimated one hundred million dollars in foreign capital was pumped into Canada for the purpose of building railways. Much of it found its way into the pockets of promoters and contractors. The usual scheme was to form a company, keep control of it, float as much stock as possible and then award lush construction contracts to men on the inside. Thomas Keefer insisted that when the Speaker's bell rang for a division, the vast majority of the members of the legislature from Canada West were to be found in the apartments of an influential railway contractor who dispensed champagne as freely as it were sarsaparilla. Keefer told of cabinet ministers accepting fees from promoters, contractors and railway officials and making such men « their most intimate companions, their hosts and guests, their patrons and protégés. »

Ici encore, il s'agit non pas de quelques sous ou de quelques dollars, mais bien de millions allant subrepticement dans le gousset de gens dont les ascendants n'étaient pas français.

L'abcès creva en 1873, il en sortit un pus virulent. L'événement a passé à la postérité canadienne sous le nom de « scandale du chemin de fer du Pacifique. »

22. *French Canada.*

23. *The National Dream*, Toronto, 1970, p. 16.

Le parti conservateur, que dirigeait le premier ministre sir John A. Macdonald, connut alors l'une des pires crises de sa carrière. Il prêtait le flanc à l'accusation d'avoir obtenu de sir Hugh Allan et de ses amis des fonds considérables qui furent versés dans la caisse électorale et permirent de remporter la victoire, aux élections générales de 1872, et de se maintenir ainsi au pouvoir. En retour de ce service, Allan et ses associés se seraient assurés l'obtention d'une charte autorisant la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique.

Au cours du printemps de 1873, L.S. Huntingdon déclencha, sur le sujet, une offensive contre le gouvernement. Au mois de juillet de la même année, le *Montreal Herald* reproduisit le texte de lettres et de télégrammes, provenant de quelques collègues de sir John, qui réclamaient de sir Hugh Allan des fonds pour solder des frais d'élections : la caisse électorale étant vide, il fallait bien la remplir d'une façon ou d'une autre !

Le clou de l'affaire ne fut rien d'autre qu'un télégramme que sir John A. Macdonald lui-même adressa à sir Hugh Allan. Passons là-dessus la plume à l'historien J. B. Brebner²⁴ qui évoque le texte de l'étonnant document et son contexte: « A royal commission found that, in response to urgent letters and telegrams from Macdonald and his ministry that were barely distinguishable from commands, Allan had furnished \$350,000 for the election. The clincher was Sir John's telegram: « I must have another \$10,000; will be the last time of calling; do not fail me; answer today. »

Cette brutale demande de fonds pour fins politiques provoqua ultérieurement la démission de Macdonald et de son cabinet. Il s'ensuivit des élections générales où les libéraux écrasèrent les conservateurs : seulement 45 d'entre eux furent élus membres d'une Chambre qui comptait 200 députés. Profondément indigné, le peuple avait châtié les coupables de même que certains innocents ou se donnant pour tels dont le sort était lié à celui du ministère de Macdonald.

Cette surprenante attitude de celui qui n'était rien de moins que le premier ministre du Canada a encouru la réprobation de tous

24. *Canada*, 1960, p. 305.

les historiens dont le sens historique et l'esprit de justice ne s'effacent pas devant l'esprit de parti. S'il a lavé sir Charles Tupper du reproche d'avoir trempé dans la louche affaire, l'historien J. W. Longley²⁵ a consigné, une fois pour toutes, le jugement des honnêtes gens d'hier et d'aujourd'hui sur ce scandale: « In this (le scandale du Pacifique) he (Tupper) was fortunate, for he escaped the odium of a transaction which cannot be successfully defended. »

Et O. D. Skelton²⁶ abonde dans le sens de Longley: « The railway legislation of the period left a slimy trail of bribery and connivance. In the manipulation of elections by force and fraud, in the use of public office to bribe electors and hold members firm, in the extravagant favors given friendly contractors, the fifties set an example which has been only too powerful in its effect on the later life of Canada. Hincks and Macdonald are men who deserve well of their country on many scores, but history must hold them more responsible than any other men for the low tone that has marked Canadian political life so long after their day. »

* * *

Le moment est maintenant venu de crever un autre abcès et d'exposer par le menu ce qui pourrait bien être la pire malhonnêteté politique jamais perpétrée au Canada. Il s'agit des élections générales de 1911 qui enlevèrent le pouvoir à Laurier pour le confier à Borden. La fin justifie les moyens: jamais, dans la politique canadienne, ce faux principe de morale ne trouva meilleure application, jamais on ne tenta de justifier, par le résultat, des actes blâmables et honteux que dans cette conjoncture où le parti conservateur, en proie à une démangeaison de s'emparer du pouvoir, ne recula pas devant les pires moyens pour vaincre Laurier.

Dans le Québec, la popularité de Laurier commençait à baisser en raison de son projet de marine. Marine "canadienne en temps de paix, mais impériale en temps de guerre" selon la formule des nationalistes canadiens-français. Leur chef, Henri Bourassa, avait alors le vent en poupe; lui et ses lieutenants tenaient aux quatre

25. *Sir Charles Tupper*. Toronto, 1916, p. 126.

26. *Life and Times of Sir A. T. Galt*. Toronto, 1920, p. 204.

coins de la province de grandes assemblées publiques où ils fustigeaient l'impérialisme de Laurier ainsi que l'impérialisme « non moins néfaste » de Borden et de ses acolytes, véritables surenchérisseurs qui trouvaient méprisable la marine de Laurier et voulaient lui substituer une aide plus efficace, soit un don immédiat de plusieurs millions, soit quelques dreadnoughts ou grands cuirassés offerts à la Grande-Breagne en péril !

On devine le succès de pareille propagande nationaliste en ces milieux québécois traditionnellement opposés aux guerres impériales.

Dès le début des élections de 1911, il était bien évident que Bourassa et ses amis enlèveraient plusieurs circonscriptions électorales à sir Wilfrid Laurier et à ses candidats. Le savaient mieux que quiconque le chef conservateur et ses lieutenants impérialistes ou orangistes de l'Ontario. Pour tirer parti de la baisse de popularité de Laurier, ces opportunistes sans vergogne décidèrent d'unir en sous-main, dans la plus parfaite clandestinité, leurs efforts à ceux des nationalistes québécois pour déboulonner la réputation de Laurier et conquérir le pouvoir.

Monstrueuse alliance — forgée en cachette — des conservateurs anglo-canadiens et de leurs pires adversaires anti-impérialistes. Alliance artificielle si jamais il en fut ! Alliance faite sans le consentement de Bourassa qui continuait à dénoncer, avec la même énergie, non seulement Laurier, mais aussi Borden et ses complices.

L'historien Edgar McInnis²⁷ a bien vu la sinistre comédie qui se jouait alors dans les coulisses de la politique conservatrice : « The Conservatives had eagerly taken advantage of this situation and had accompanied their campaign on behalf of the maintenance et imperial loyalty by ardent co-operation with the most anti-imperialist elements in the country. »

Et Mason Wade²⁸ de fournir plus de précision sur l'immonde marché : « Funds began to flow into the nationalist chest from Tory sources. One English conservative from Montreal who had

27. *The Unguarded Frontier*. New York, 1942, p. 328.

28. *The French Canadians*, p. 598.

violently attacked the nationalists as « rebels and disloyal traitors » now took out forty subscriptions to *Le Devoir* and others followed suit. »

Habile façon, pour les conservateurs anglophones d'alimenter le parti nationaliste du Québec en s'abonnant en masse au quotidien — alors au berceau — de Henri Bourassa.

C'est toutefois Bruce Hutchison²⁹ qui a le mieux stigmatisé, avec laconisme, l'ignoble procédé : « while this dark witches' brew was maturing. »

« Dark witches' brew » : noir complot, mixtures suspectes, pratiques ténébreuses de sorcières, brassage d'affaires louches; impossible de dévider entièrement cette sombre litanie; impossible de circonscrire parfaitement une réalité floue, visqueuse, qui inspire le dégoût.

Il appartenait au professeur F. D. Underhill, dans un livre rédigé en collaboration, sous la direction de Chester Martin, de signaler en passant un petit scandale qui dérive de ce grand scandale. Les Latins étalent leurs scandales; les Anglo-Saxons cachent les leurs. Exemple entre tant d'autres? Cette campagne électorale de 1911 et ses basses manoeuvres que Borden ne sut ni éventer, ni pénétrer, ni dénoncer, et auxquelles il se prêta très probablement et en catimini. Tel est bien le petit scandale, fruit vénéneux du grand scandale.

Petit scandale auquel le nom de Borden reste attaché. Or presque tous les historiens anglophones étouffent ce scandale par leur silence ou l'abordent de biais.

F. D. Underhill³⁰ le reconnaît sans ambages: « Surely historians have been unduly tender to Sir Robert Borden on this issue. »

Conçu dans l'iniquité, le gouvernement de Sir Robert Borden recèlera dans ses flancs, au cours de la première guerre mondiale, de braves et honnêtes gens et aussi d'authentiques vampires qui réussirent à convertir en monnaie — et en profits honteux — le sang

29. *The Struggle for the Border*. Toronto, 1955, p. 447.

30. *Canada in Peace and War*. Oxford University Press, 1941, p. 125.

de nos soldats expirant sur le sol de la France. Il s'ensuivit une prolifération de profiteurs et de nouveaux riches qui provoqua l'indignation générale. Et le courroux du peuple obligea le gouvernement à adopter des mesures punitives et à expulser de son sein des concussionnaires depuis longtemps la cible de la vindicte publique.

Trop indulgents à l'endroit du sir Robert Borden de 1911, les historiens anglophones ne pouvaient passer sous silence l'activité de ces individus, ni se voiler la face en présence d'un pareil cloaque. Ici les témoignages abondent.

De tous les ministres de sir Robert Borden, c'est le fanatique sir Sam Hughes, de la Défense nationale, qui sortit de l'affaire dans le plus piteux état. Et nombre d'historiens ont décrit d'une plume particulièrement acerbe les agissements de l'honnête mais naïf ministre de la Milice et de quelques-uns de ses amis, véritables coquins.

C'est Carl Wittke³¹ qui éclaire très bien le dessous de certains faits: « The enormous war contracts let in Canada (. . .) led to opportunities for profiteering and fraud (. . .) Two Conservative members were virtually forced to resign by the prime minister because of graft in purchasing drugs and horses for the government (. . .) Several Canadians sought safety from prosecution by flight to the United States (. . .) the worst charge against Colonel Hughes concerned the alleged awarding of contracts for shells to United States manufacturers at enormous profits, the deal being arranged through an intimate friend of the minister who was accused of collecting large commissions from American manufacturers (. . .) In November 1916 Prime Minister Borden requested Hughes' resignation. »

En une phrase Arthur Lower³² a résumé l'analyse de Wittke: « The war (. . .) made Canada a paradise for the profiteer. » Et Helen Taft Manning³³ de confirmer, dans une incidente, le jugement de tous les historiens qui se sont penchés sur le triste sujet: « Once Sam Hughes was out of the way in Canada, some profiteers and their Cabinet patrons exposed and disgraced. . . »

31. *A History of Canada*. New York, 1941, p. 298.

32. *Canadians in the making*, p. 400.

33. *The Revolt of French Canada*, p. 398.

Nous lisons d'autre part dans un ouvrage d'Edgar McInnis³⁴ : « Favoritism by officials and frauds by contractors sullied the record of war production. Boots with paper soles, horses that had been rejected for the South African war, graft in the production of shells — these were some of the things the government found on its hands. »

J. W. Daffoe³⁵ se sert d'une impressionnante image pour exposer avec lucidité la honteuse situation : « From the morrow of those first days of high exaltation the two currents ran side by side in Canada: the clear tide of valor and self-sacrifice, the muddy stream of cowardice and self-seeking. »

Les scandales fédéraux favorisèrent l'écllosion d'une épidémie de scandales provinciaux. Edgar McInnis³⁶ a noté les ravages de la corruption, à la même époque dans les gouvernements conservateurs du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de la Colombie britannique. Bien placé pour en connaître l'étendue et la nocivité, O. D. Skelton³⁷, secrétaire de sir Wilfrid Laurier, a analysé avec sa franchise et sa vigueur coutumière la notation trop rapide d'Edgar McInnis.

« In New-Brunswick, the premier J. K. Fleming had been forced to resign on proof of corruption (. . .) In British Columbia, the McBride and Bowser government were assailed for reckless extravagance and wide corruption and defeated in September (. . .) In Manitoba, the most colossal stealing in Canadian political history had been revealed in an investigation of the parliament building's construction; the Roblin government had fallen and its late member and mentor, Robert Rogers, had been involved. »

Il y eut aussi de graves accusations portées contre des chefs libéraux de la Saskatchewan et de l'Alberta. Bref, contamination quasi générale des milieux politiques du Canada anglais.

34. *Canada*, New York, 1960, p. 410.

35. *Laurier*, Toronto, 1922, p. 147.

36. *Canada*, p. 410.

37. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*. Toronto, 1921, Tome II, p. 452.

Et le biographe de sir Wilfrid Laurier³⁸ d'ouvrir la plaie toute grande: «The parliamentary session of 1916 was a session of exposure and denunciation of wrong and fraud (. . .) Charges made by William Pugsley, Frank Carvell and G. W. Kyte of favouritism in granting contracts, of inexcusably high profits to favoured mushroom contractors, of millions diverted to needless middlemen, were proved in every case where full investigation was permitted.»

C'est alors qu'un député, répondant au nom d'Andrew Broder³⁹ enveloppa toutes ces turpitudes dans une phrase fulgurante: «The people of Canada are on trial for their honesty.»

Exagération sans aucun doute: tous les Canadiens n'étaient pas de malhonnêtes gens. Ceux-ci pullulaient dans les milieux politiques du Canada anglophone au moment même où tant de soldats canadiens répandaient leur sang sur les champs de bataille de l'Europe. La magnanimité des guerriers a servi de repoussoir à la vénalité de trop de politiciens et de mercantils.

* * *

Comme nous l'avons déjà constaté au cours de cette étude, lorsqu'ils manquent de probité, les Canadiens français, en règle générale, se contentent de petites rapines, de prévarications mineures, de subtilisation de miettes; par contre, les malhonnêtetés des Anglo-Canadiens se pratiquent sur une vaste échelle. En témoigne la question des écoles séparées dans les provinces anglophones du Canada et notamment en Ontario.

Pendant près d'un siècle, les écoles séparées ou catholiques de l'Ontario ont mené une vie chétive et voisine de la misère, en raison de la pénurie de fonds mis à leur disposition. Il serait trop long d'énumérer et d'analyser tous les facteurs qui ont milité contre la justice scolaire dans cette province comme dans presque toutes les autres provinces anglophones du Canada. Seul retiendra notre attention le plus important de ces facteurs: les impôts scolaires que versent les «corporations», c'est-à-dire les compagnies, les sociétés incorporées, les sociétés neutres et aussi les compagnies de la Cou-

38. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, p. 455.

39. *Ibid.*, p. 456.

ronne, les municipalités, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral.

Dès 1865, John Rose avait demandé, pour ses concitoyens protestants du Québec, entre autres choses, « the distribution of taxes from incorporated companies. » Et Georges-Etienne Cartier avait tout de suite promis de rendre aux Anglo-protestants du Québec cette élémentaire justice.

Ce qui a été accordé, il y a plus d'un siècle, à la minorité anglo-protestante du Québec. Par contre, cette élémentaire justice a été carrément refusée aux minorités franco-catholiques du Canada anglais. Refus qui s'inspire du pseudo-principe bien connu: « No public funds for sectarian purposes. »

Comme si seuls les deniers protestants constituaient ces fonds publics! Comme si les catholiques, en leur qualité de citoyens astreints aux mêmes impositions que les contribuables protestants, ne versaient pas, eux aussi, une partie de leurs impôts dans ces fonds publics!

« No public funds for sectarian purposes? » Prétendue règle qui souffre de formidables accrocs chaque fois que, au sentiment des protestants, le besoin s'en fait sentir. Dans presque tout le Canada anglais coexistent des hôpitaux neutres et des hôpitaux catholiques. Tous reçoivent des allocations du gouvernement — donc des fonds publics — allouées souvent en raison du nombre de lits que renferme chaque hôpital. Chaque lit, lit catholique ou lit protestant — et l'on voudra bien m'excuser d'établir cette distinction saugrenue — obtient ainsi la même aide financière. Et personne ne s'en porte plus mal, bien au contraire.

« No public funds for sectarian purposes? » Mais alors comment justifier, dans les forces armées du Canada, la présence de tous ces aumôniers militaires, de tous ces prêtres catholiques, de tous ces *padres* qui émargent aux « public funds »? Comment expliquer, aux quatre coins du pays, la construction de tant de chapelles catholiques et militaires payées à même les fonds publics? Comment démontrer, même par les raisonnements les plus subtils, la nécessité de réunir tous ces aumôniers sous l'autorité spirituelle

d'un évêque, nommé par le pape, et auquel est assignée la mission de servir les intérêts de ses ouailles ?

« No public funds for sectarian purposes ? » Les Anglo-protestants violent ce mot d'ordre quand bon leur semble et ils s'en inspirent quand cela fait leur affaire.

Pendant plus de cent ans, ils ont mis en avant ce faux principe pour refuser aux écoles séparées leur part des impôts provenant des « corporations ».

Nous qui aimons appeler un chat un chat et Rollet un fripon, c'est-à-dire « call a spade a spade », selon l'expression anglaise, nous persistons à croire que ce refus équivaut à un vol légalisé.

C'est perpétrer une cinglante injustice à l'endroit des catholiques de l'Ontario et de plusieurs autres provinces anglophones que de forcer ceux d'entre eux qui sont actionnaires ou clients de « corporations », de compagnies neutres ou mixtes, de sociétés de la Couronne ou d'utilité publique à verser leurs impôts ailleurs qu'aux écoles séparées.

Là-dessus l'honorable John Robarts s'est rendu à la raison avec son mode de subventions à l'éducation. Ce mode fut inauguré en 1964. Quelques mois auparavant, le premier ministre de l'Ontario a admis que, lorsque les catholiques réclamaient leur part des impôts payés par des sociétés neutres, incorporées ou d'utilité publique, ils se plaignaient non sans motif (« it must be admitted, with some justification »).

Aveu officiel, infiniment précieux, le premier du genre qui soit tombé des lèvres d'un premier ministre provincial dans le Canada anglais.

Ce nouveau mode de subventions amènera petit à petit le redressement d'injustices criantes. Redressement qui toutefois, hélas ! ne comporte aucun effet rétroactif. Victimes, pendant plus d'un siècle, d'un vol légalisé, les catholiques ontariens ne recevront pas la moindre compensation, le plus petit remboursement. Les écoles publiques qui ont ainsi empoché non pas quelques deniers, mais des

milliers, des millions de dollars n'auront pas un sou vaillant à restituer.

Nouvelle preuve, sans doute la plus décisive, de l'art avec lequel bon nombre d'Anglo-Canadiens s'octroient injustement, quand les circonstances s'y prêtent, un somptueux festin, alors que certains Canadiens français doivent se contenter des miettes qui tombent de la table du banquet.

Séraphin Marin